



Présentation du livre

Face à une Europe toujours plus austéraitre et antidémocratique, la gauche ne peut compter sur une réforme impossible de ses institutions et doit se préparer à une rupture radicale avec le carcan néolibéral imposé par les traités de l'Union européenne et par l'Union économique et monétaire. C'est la thèse que défend cet ouvrage collectif, issu des recherches d'un réseau européen universitaire et militant.

À partir d'une analyse détaillée des politiques conduites en Europe depuis la crise économique de 2008, ce livre examine les causes et les conséquences de la crise politique des institutions européennes, ainsi que les effets inégalitaires de l'intégration économique et monétaire pour le centre et les périphéries (de l'Est et du Sud) de l'Europe. Il propose des solutions concrètes en ce qui concerne notamment la dette, l'euro et l'emploi, afin d'opposer à la situation actuelle des alternatives réalistes, démocratiques et solidaires.

Chapitre 4 : Développement inégal et mobilisation inégale au sein de l'Union européenne

Traduit de l'allemand par Benjamin Bürbaumer

Une partie de la gauche espère pouvoir transformer fondamentalement l'Union européenne (UE) depuis l'intérieur. Du point de vue de la politique économique, cette approche est liée à l'idée d'un keynésianisme de gauche européisé. Politiquement, cela est associé à la stratégie de « création de l'unité des classes subalternes en Europe à travers des luttes communes »^[1]. A mon avis, les représentants d'une telle position surestiment les possibilités d'une mobilisation commune dans la mesure où ils sous-estiment l'ampleur du développement inégal au sein de l'UE. De plus, ils abordent de manière insuffisante la signification centrale du régime monétaire, en particulier de l'union monétaire, pour la cimentation des rapports sociaux et d'un modèle de développement inégal.

Les régimes d'accumulation dans l'UE ces vingt à trente dernières années ne peuvent pas être uniquement caractérisés comme dirigés par la finance. A partir de fondements plus anciens d'un modèle de développement inégal en Europe, nous assistons plutôt à une imbrication entre d'une part un développement industriel orienté vers l'exportation ainsi que l'exportation de capital, et d'autre part une financiarisation marquée et l'importation de marchandises et de capitaux^[2]. Le bloc orienté vers l'exportation pivote autour de l'économie allemande et comprend notamment le Benelux, l'Autriche, l'Italie du nord ainsi que depuis les années 1990 la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, la Pologne et la Hongrie. Un modèle similaire est également observable dans les pays scandinaves. Le pôle opposé est formé par les économies hautement financiarisées et dépendantes d'importations en Europe du sud, ainsi que depuis les années 1990 l'Europe du sud-est et les pays baltes. L'économie britannique se caractérise aussi par une dépendance aux importations considérable, mais à son centre se trouve – à la différence des économies périphériques au sud et à l'est de l'Europe – un centre financier. Avant la crise, l'Italie et la France se distinguaient par des tendances fortes à la désindustrialisation et des déficits structurels légers de la balance courante. Alors qu'en Italie le caractère industriel de l'économie fut plus marqué^[3], en France la financiarisation jouait un rôle plus important.

Le développement inégal

Les schémas de développement inégal sont anciens en Europe et le processus d'intégration n'a pas rompu avec ces schémas, il les a accentué. Déjà au cours des années 1980 l'adhésion à l'UE des économies de l'Europe du sud a été accompagnée par une désindustrialisation partielle^[4]. López et Rodríguez soulignent que les marges de manœuvre industrielles de l'Espagne ont été significativement réduites par son adhésion à l'UE et des programmes de politique industrielle n'ont pas été intégrés à la politique régionale de l'UE^[5]. Cette orientation de la politique économique correspondait aux intérêts de l'industrie exportatrice allemande. Ainsi, l'accumulation du capital en Espagne s'est de plus en plus orientée vers le secteur de l'immobilier et le tourisme. Cet aiguillage a été renforcé par la surévaluation de la Peseta d'alors, qui à travers la baisse des prix des importations a affaibli l'industrie orientée vers le marché domestique. De même, notamment depuis les années 1990, la bourgeoisie grecque s'est de plus en plus concentrée sur les secteurs des

L'adhésion à la zone euro a renforcé ce modèle de développement inégal. Du point de vue des intérêts financiers, l'enjeu de la création de l'euro fut d'instaurer une monnaie de réserve internationale relativement forte. Au-delà de cette dimension, il existait des constellations d'intérêts différentes dans les pays du centre et de la périphérie de l'Europe. Le capital industriel allemand voyait dans la création de l'euro la possibilité de renforcer sa compétitivité dans d'autres économies du centre (avant tout en France) et d'empêcher les économies de la périphérie du sud de dévaluer. Le but du capital industriel allemand fut donc d'améliorer sa position - et il fut atteint[7]. A l'inverse, les pays de l'Europe du sud ont perdu les derniers mécanismes de protection pour leur industrie. L'Espagne, le Portugal et la Grèce faisaient partie des pays membres de l'UE dont la part de la production industrielle dans le PIB a chuté particulièrement fortement depuis la fin des années 1990. En 2008 la Grèce occupait avec une part de l'industrie dans le PIB de 13,3 % l'avant-avant-dernière place des pays de l'UE, juste devant Chypre et le centre financier qu'est le Luxembourg[8].

Les divergences structurelles ont été renforcées par la politique allemande de déflation salariale - notamment à travers les contre-réformes de Hartz IV et la promotion d'un secteur à bas salaires mise en œuvre par le gouvernement du SPD et des Verts. En revanche, avec l'euro les pays de l'Europe du sud ont pu accéder à des crédits moins chers. Les taux d'intérêt y ont baissé significativement. Ce fait a stimulé l'accumulation financiarisée, notamment en Espagne et en Grèce. L'Espagne s'est transformée en cas d'école d'un modèle d'accumulation porté par un boom dans la construction et l'immobilier financé par le crédit[9]. Au Portugal aussi le niveau élevé de l'endettement privé a joué un rôle important pour l'accumulation, mais compte tenu de son niveau initial faible il ne pouvait pas se déployer avec autant de force qu'en Espagne[10]. En Grèce l'endettement privé a également augmenté, mais le crédit a plus fortement été utilisé par le budget public[11]. De ce point de vue, le cas grec peut plutôt être considéré comme une forme étatiste de la financiarisation dépendante.

Les processus de développement inégal se sont reflétés dans un développement inégal des balances courantes. Ainsi, à la montée considérable de l'excédent de la balance courante allemande depuis l'an 2000 correspond l'augmentation des déficits de la balance courante des pays de l'Europe du sud. En 2007 notamment, la Grèce avait atteint un déficit de la balance courante de quasiment 15 % du PIB - le triple du seuil considéré comme critique[12]. En 2008, les exportations grecques ne valaient plus que 28,6 % des importations, alors que déjà en 2000 cet indicateur n'atteignait que le maigre chiffre de 35,1 %[13]. Ce fossé devait être comblé par l'endettement à l'étranger. Cela se reflète dans le rapport entre la dette extérieure et le PIB : 179,6 % en Grèce, 165,3 % en Espagne, 231,5 % au Portugal[14]. Le processus d'accumulation et de financiarisation fut intégralement dépendant de l'afflux de capital étranger. Des groupes financiers du centre, notamment français et allemands, ont participé à la financiarisation dépendante en Europe du sud, et ont stimulé ce processus. Ces flux financiers ont aussi financé les exportations des pays à balance courante excédentaire, avant tout de l'Allemagne. Avec la fin des flux financier, l'effondrement des modèles d'accumulation et une crise ouverte des balances des paiements menaçaient de manière prévisible. Le modèle de l'Italie se distinguait légèrement des autres pays de l'Europe du sud. Pendant les années qui ont précédé la crise l'économie italienne, plus industrialisée, se caractérisait par des tendances de stagnation et des taux de croissance parmi les plus faibles de la zone euro : 1,6 % entre 2000 et 2007[15]. Avec seulement 0,8 % la croissance fut particulièrement faible dans l'industrie manufacturière[16]. L'euro renforçait les problèmes structurels déjà existants de l'industrie italienne[17]. De plus les différences entre le centre et la périphérie de l'Italie s'accroissaient encore plus - au sud la croissance fut plus faible que dans le reste du pays[18].

Des tendances analogues étaient observables dans les pays baltes et les pays de l'Europe du sud-est : la norme monétaire a cimenté des formes de développement financiarisé dépendant. Même si

ces pays n'étaient pas directement membres de la zone euro, ils étaient étroitement liés à la zone euro par le régime de change et des formes répandues d'euroïsation informelle. La Bulgarie, l'Estonie et la Lituanie ont opté pour des caisses d'émission où un taux de change fixe est établi par rapport à une monnaie de réserve, et où l'émission monétaire est gagée sur les réserves de change, ce qui réduit à néant la marge de manœuvre de la politique monétaire nationale. La Lettonie a introduit un régime de change extrêmement contraignant qui dans les conséquences réelles se distinguait à peine d'une caisse d'émission. Même si la Roumanie a maintenu un taux de change flexible les politiques de taux élevés ont conduit à une appréciation de sa monnaie[19]. Alimentant avant tout le « boom » immobilier (notamment dans les pays baltes) mais aussi la consommation privée, ces flux ont rarement financé des investissements. L'endettement des ménages a littéralement explosé et le ratio endettement des ménages/PIB a doublé entre 2003 et 2006[20]. Dans la distribution domestique de crédits, les banques – largement propriétés suédoises dans les pays baltes, et autrichiennes en Roumanie – ont imposé des prêts en devises étrangère. Ainsi, la classe moyenne endettée a été liée étroitement au régime de change. Pour ce groupe, une dévaluation signifiait une revalorisation de la dette exprimée dans une autre monnaie et ainsi le danger du surendettement[21]. A l'instar de l'Europe du sud, les structures industrielles ont été affaibli dans les pays baltes et de l'Europe du sud-est, avec les conséquences les plus extrêmes en Lettonie. Les taux de change surévalués ont conduit à un boom des importations et une dégradation dramatique des balances courantes. Avant la crise, le déficit de la balance courante a même dépassé les 20 % du PIB en Lettonie et en Bulgarie[22]. La dette extérieure augmentait fortement. Ainsi, les modèles d'accumulation se caractérisaient par une dépendance extrême de l'afflux de capital étranger et une vulnérabilité aux crises.

La dynamique de crise inégale

Les effets de la crise économique dans l'UE ont été tout aussi inégaux que les modèles de développement. Dans les pays à forte orientation vers l'exportation et à financiarisation interne limitée, la contraction fin 2008 et début 2009 a été relativement forte et passait avant tout par le canal des exportations. Toutefois, ce moment passé, un redressement fragile (et temporaire) est intervenu dans l'économie allemande, mais aussi en Autriche et dans certaines économies est-européennes orientées vers l'exportation. Plus le degré de financiarisation interne ou externe fut élevé dans les économies gravitant autour du noyau allemand, plus leurs problèmes économiques se sont révélés durables.

Dans l'immédiat, l'effondrement économique fut le plus marqué dans les économies en Europe de l'est qui se caractérisent par une financiarisation dépendante. Les afflux de capital ont été interrompus ou se sont retournés face au besoin soudain de liquidités des économies du centre. Ainsi, le fondement du modèle financiarisé a disparu. Des politiques fortement pro-cycliques ont renforcé la récession. Les plus fortes diminutions en termes de PIB ont été enregistrées en 2009 dans les pays baltes : en Lettonie le chiffre était de 18 %[23]. Dans ces pays le chômage a ouvertement explosé. En Roumanie et en Bulgarie, il semble qu'une partie des chômeurs s'est retirée dans l'agriculture à très petite échelle et en Roumanie la migration pour trouver du travail a encore une fois augmenté fortement.

Dans les pays de la zone euro de l'Europe du sud, le modèle financiarisé a également dû faire face à un effondrement, mais c'est seulement au début de 2010 qu'ils ont été pleinement frappés par des problèmes de financement international. Pendant une période de transition leur appartenance à la zone euro – et donc leur statut d'espace d'investissement financier – a offert une certaine protection face à des difficultés de financement externe. Or, le problème fondamental de structures

industrielles faibles, de déficits élevés de la balance courante et de besoin permanent de financement externe était similaire. Cela vaut aussi pour la dynamique de crise. La crise de suraccumulation ouverte dans les économies du centre se traduisait dans la périphérie européenne par une crise de la balance des paiements. Les dynamiques de crise dans les deux périphéries européennes à l'est et au sud, qui se caractérisent avant tout par la financiarisation, correspondent donc à deux modèles similaires mais temporairement décalés.

Des constats similaires peuvent être formulés au sujet des prétendues « politiques anti-crise ». Pendant qu'au centre les forces dominantes ont dans un premier temps combiné un soutien massif au secteur financier avec certaines mesures anti-cycliques limitées, les différents gouvernements des économies financiarisées de l'Europe de l'est ont adopté dès l'automne 2008 des programmes d'austérité sévères - et cela fut le cas en partie dans le cadre de programmes du FMI et de l'UE (la Hongrie, la Lettonie et la Roumanie). Tendanciellement, la politique d'austérité a été plus forte dans les pays avec des dettes en devises élevées. Cela reflète d'abord les intérêts des banques ouest-européennes, qui ne souhaitaient pas de dévaluation de leurs actifs dans la région, et qui craignaient les conséquences négatives d'une dévaluation dans le domaine des prêts en devises étrangères, mais aussi les intérêts des classes moyennes endettées en devises. Cet aspect des politiques anti-crise a peu été mis en cause publiquement, il fut quasi-hégémonique[24]. Au lieu de mettre en œuvre une dévaluation ouverte, on a misé sur une politique de réduction des budgets, des retraites et des salaires qu'on appelle avec euphémisme la « dévaluation interne ». En Roumanie, à travers leurs conditions, le FMI et la Commission européenne ont imposé la destruction du système assez étendu des conventions collectives. Un affaiblissement significatif des arrangements néo-corporatistes était également observable en Slovénie et en Hongrie[25]. Ainsi, dans une partie des pays les syndicats ont été affaiblis. Les déficits de la balance courante et de la balance commerciale, et le besoin permanent de financement externe qui y fut associé, devaient être réduits par le mécanisme d'une réduction brutale de la demande domestique. Ce but a été atteint. En même temps, le problème de la dette s'est accentué à travers la récession et la hausse du chômage.

Le schéma fondamental de ces politiques a été transposé aux membres de la zone euro de l'Europe du sud au printemps 2010. Dans le contexte de la zone Europe, une « dévaluation interne » devait être mise en œuvre. Ainsi, les salaires ont été transformés en variable d'ajustement centrale. Dans la mesure où institutionnellement les syndicats disposent d'un pouvoir plus important en Europe du sud la Troïka et les gouvernements de droite respectifs n'ont pas seulement visé des politiques sociales et salariales restrictives, mais aussi de façon plus systématique le droit des conventions collectives. Les attaques ont ciblé particulièrement l'obligation sectorielle de conventions collectives[26]. Les constellations d'intérêt derrière ces politiques d'ajustement structurel en Europe du sud étaient similaires à l'Europe de l'est. La priorité fut donnée aux intérêts de la finance et des créanciers. Au sud aussi, le lien entre la classe moyenne et le régime néolibéral - même s'il est moins fort - passe par le rapport monétaire. De larges secteurs de la population continuaient à soutenir l'appartenance à la zone euro à cause des conséquences imaginables sur leurs dépôts et crédits (dont le taux de change aurait fait l'objet d'une lutte politique intense) et des turbulences monétaires prévisibles en cas de sortie ou exclusion de la zone Euro. Politiquement, l'appartenance à la zone euro s'avère comme une « restriction monétaire » dure. Les programmes de l'UE et du FMI ont permis aux banques étrangères une réduction substantielle de leurs engagements en Europe du sud. Et cela fut aussi un objectif central de ces programmes.

Les dynamiques économiques du centre et des périphéries

de l'UE après la crise

Suite à la crise, des dynamiques économiques très différentes sont apparues dans l'UE. L'économie allemande a tendanciellement renforcé son orientation vers l'exportation et cible plus fortement des pays en dehors de la zone euro. L'excédent de la balance courante allemande a continué à augmenter pour atteindre 8 % du PIB en 2017[27]. Simultanément, des politiques salariales moins restrictives ont stabilisé la conjoncture domestique. La politique de taux bas de la BCE ainsi que la position dominante de l'Allemagne au sein de l'UE ont d'une part soulagé le budget allemand et d'autre part renforcé la dynamique de la financiarisation[28]. Dans certains petits pays, mais pas en Allemagne, le rapport entre l'endettement privé et le PIB a augmenté entre 2007 et 2015[29]. Les politiques économiques et sociales de la France au cours des dernières années semblent fortement inspirées par le « modèle allemand » néo-mercantiliste. Pour les gouvernements sous les présidences de Hollande puis de Macron, cela a signifié avant tout une « flexibilisation » du marché du travail[30]. En même temps, Hollande a poursuivi des politiques budgétaires assez restrictives au détriment des ménages et au profit des entreprises[31]. Dans leur ensemble les politiques gouvernementales ont exercé de la pression sur la demande intérieure. La dépréciation de l'euro et la baisse du prix du pétrole ont agi comme stimulant extérieur[32]. De 2012 à 2016, la reprise fut plus faible qu'en Allemagne mais nettement plus forte qu'en Italie[33]. Pendant et après la crise, le développement industriel a été plus fort en France qu'en Italie.

Suite au nouvel essor de l'industrie d'exportation allemande, une nouvelle hausse de la production d'exportation dépendante est intervenue dans les pays du groupe de Visegrád et en Slovaquie. Après une croissance faible entre 2009 et 2014[34], la forte réduction du chômage dans les pays de Visegrád a augmenté les opportunités d'imposer des hausses des salaires de sorte à ce que, à partir d'un niveau initial fortement en-dessous du niveau ouest-européen, les salaires aient augmenté plus fortement. Dans une partie des pays de Visegrád, l'endettement des ménages a continué à augmenter pendant la crise[35]. La Slovaquie se distingue actuellement par l'augmentation la plus rapide de l'endettement des ménages dans la zone euro [36]. La dynamique d'endettement rapide des ménages et le « boom » dans l'immobilier dans les grandes villes vont main dans la main. Ainsi, des parallèles claires par rapport à la dynamique d'avant la crise - et des vulnérabilités à la crise similaires sous forme de spécialisation étroite à l'exportation et un endettement des ménages croissant - sont identifiables[37]. Toutefois, en Hongrie et en Slovaquie, où la crise fut particulièrement forte à cause de l'endettement des entreprises et de l'endettement en devises, le marché des crédits a fait face à une longue baisse. En même temps, l'évolution des salaires fut moins avantageuse : en Hongrie les salaires réels ont même été en baisse pendant plusieurs années[38].

Alors que dans la périphérie de l'Europe du centre et de l'est, des continuités dans le modèle d'accumulation sont identifiables entre la période d'avant et la période d'après la crise - à travers l'industrialisation pour l'exportation et la financiarisation - les régimes d'accumulation de la périphérie financiarisée de l'Europe du sud sont marqués par des discontinuités plus fortes. Les politiques économiques de ces pays ont été marquées par la « dévaluation interne » et cela s'applique à la fois aux membres de la zone euro et aux Etats ayant des liens forts avec l'euro comme la Croatie. De manière moins euphémisée, ces politiques peuvent aussi être qualifiées de déflationnistes. L'élément central des politiques déflationnistes était des politiques salariales extrêmement restrictives, qui ont par exemple institutionnellement modifié le droit relatif aux conventions collectives au détriment des syndicats. Dans une partie des pays de l'Europe du sud les salaires réels ont baissé entre 2009 et 2017, par exemple en Grèce (- 26 %), en Croatie (-13,3 %), à Chypre (- 7,5 %), au Portugal (- 4,8 %), en Italie (- 2 %) et en Espagne (- 1 %)[39]. Malgré des améliorations légères au cours des dernières années, le taux de chômage se trouve généralement significativement au-dessus du niveau d'avant la crise[40]. De plus, les effets des politiques

salariales restrictives ont été renforcés par des politiques budgétaires restrictives (des coupes dans les dépenses sociales). Le but fut de diminuer durablement les importations à travers la baisse de la demande interne. De plus, cette baisse a poussé un certain nombre d'entreprises à s'orienter vers l'exportation. En effet, la balance courante des pays de l'Europe du sud s'est nettement améliorée. La plupart d'entre eux affichent désormais un petit excédent de la balance courante. Mais en dépit de politiques d'austérité extrêmes, la balance courante de la Grèce et de Chypre sont respectivement déficitaires de 0,8 % et 6,7 % du PIB. La tendance vers des déficits de la balance courante est également perceptible en Lettonie et en Lituanie[41]. Généralement, l'amélioration des balances courantes est plus due à l'affaiblissement des dynamiques d'importation qu'à la hausse des exportations. Les structures industrielles ont été encore plus affaiblies par les politiques d'austérité. En Espagne par exemple les exportations ont augmenté, mais le type d'exportation s'est déplacé vers des matières premières et des biens à faible contenu technologique[42]. Les balances courantes des pays méditerranéens ont par ailleurs pu bénéficier du tourisme en plein développement.

Or, les problèmes structurels des secteurs productifs - de l'industrie avant tout - ont été aggravés par la crise et les stratégies de lutte contre la crise. C'est pour cette raison que la balance courante persiste à représenter une contrainte extérieure. Faute d'industrie à biens d'équipement, chaque poussée d'investissement importante mènerait à une dégradation de la balance courante. De plus, le néo-mercantilisme européenisé fait désormais face au manque de volonté de la part des Etats-Unis d'agir en tant que « consommateur en dernier ressort ».

Les problèmes dans le secteur financier persistent largement aussi. Les politiques déflationnistes ont d'abord provoqué une hausse du poids relatif des dettes (endettement privé/PIB, dette publique/PIB). Aujourd'hui les indicateurs sont souvent pires qu'avant la crise[43]. En Italie les problèmes du secteur bancaire sont moins conditionnés par les excès passés en matière de financiarisation que par la récession profonde et la longue stagnation[44].

Bien que les schémas du développement inégal dans l'UE se soient transformés à travers la crise, les asymétries entre le centre et la périphérie notamment du sud et du sud-est se sont plutôt approfondies davantage. Les conséquences sociales de la crise ont été particulièrement dures dans la périphérie financiarisée.

La mobilisation sociale inégale

Les schémas du développement inégal et les phases de crise asynchrones se sont également répercutés sur les mobilisations contre les politiques d'austérité. Dans certaines économies orientées vers l'exportation du centre, et avec un niveau de financiarisation faible (par exemple avec un endettement des ménages limité), la première phase de la crise a été relativement courte et atténuée socialement par des mesures comme le chômage partiel. Dans ces pays, une reprise temporaire a eu lieu. Or, cette dernière s'affaiblit déjà nettement à cause de la crise et des politiques d'austérité fortes dans la périphérie européenne. L'ancrage des politiques d'austérité et l'ingérence considérable dans les politiques salariales et budgétaires nationales dues à la transformation de la gouvernance économique de l'EU[45] sont, malgré la dé-démocratisation croissante des politiques économiques qui y est associée, peu soulignés dans le débat public et n'ont pour l'instant pas provoqué des mobilisations sociales d'ampleur - même si des initiatives à contre-courant existent sur le plan politique et juridique. La mise en place de formes de politiques économiques obéissant à des règles précises, correspondant à la conception néolibérale de Hayek, a été fortement promue à la suite de la crise. Se référant aux concepts d'Antonio Gramsci, Cédric Durand et Razmig Keucheyan[46] caractérisent de « césarisme bureaucratique » ce renforcement d'organes non-

Pourquoi se mobilise-t-on inégalement en

<http://www.contretemps.eu>

Europe ?

redaction

démocratiques, bureaucratiques dans le cadre d'une « crise organique ». Par conséquent, même les marges de manœuvre de politiques économiques de type keynésien ont encore été réduites nettement. Ainsi, à l'échelle de l'UE, les syndicats, partis de gauche et mouvements progressistes, qui de toute façon étaient faibles du point de vue institutionnel et organisationnel, font désormais face à encore moins de possibilités institutionnelles pour mettre en avant leurs préoccupations qu'avant la crise. Au niveau européen et du fait même du niveau européen, la « sélectivité stratégique »^[47] de la forme Etat européenne a encore davantage été déplacée vers les grands groupes de capital, notamment du secteur financier. Une transformation de cette « sélectivité stratégique » au niveau de l'UE aurait pour condition nécessaire mais insuffisante une mobilisation européenne très forte et synchronisée visant un projet alternatif pour l'UE. Jusqu'à présent les mobilisations sociales contre « les politiques anti-crise » ont été asynchrones et principalement limitées au niveau de chaque Etat-nation.

En Europe de l'est, les politiques d'austérité ont causé des protestations sociales limitées, la plus forte ayant probablement eu lieu en Roumanie. Il y a eu des manifestations et également plusieurs grèves (avant tout dans la fonction publique). Les conséquences sociales des politiques d'austérité extrêmes ont généralement été au centre des protestations sociales^[48]. En revanche, l'objectif de la stabilisation des taux de change n'a que rarement été mis en cause publiquement. Les conséquences politiques les plus importantes ont probablement été causées par la délégitimation des anciens partis de gouvernement et le mécontentement social en Hongrie. Elles ont provoqué un déplacement politique au profit de Fidesz, qui est un mélange entre le néolibéralisme et le national-conservatisme. Fidesz s'est démarqué comme administrateur de la classe moyenne supérieure. Ainsi, à la différence du gouvernement social-libéral précédent, il s'est aussi emparé du problème de l'endettement en devises et a déclenché un conflit restreint avec les banques ouest-européennes. Fidesz a permis aux débiteurs en devises de rembourser leur dette à des taux de change plus avantageux, qui reflétaient le niveau d'avant la crise. Craignant un précédent les banques ont réagi avec vigueur. De manière systématique, Fidesz a consolidé les positions du capital domestique dans des secteurs de services spécifiques, notamment le secteur bancaire^[49], mais aussi dans le bâtiment. Ainsi, une bourgeoisie dépendante du parti gouvernemental a émergé^[50]. Toutefois, Fidesz n'a aucunement touché aux intérêts du capital étranger dans l'industrie d'exportation. Pourtant le cas hongrois montre une fracture partielle dans l'alliance entre le capital étranger et la classe moyenne supérieure, dont la droite politique s'est emparée^[51]. De la même manière, en Pologne, où la crise a été moins forte que dans les autres pays de l'UE, le parti nationaliste Prawo i Sprawiedliwość (PiS) a pris le pouvoir en 2015. Pendant la campagne électorale, PiS a abordé de manière ciblée les revers de la médaille de la transformation comme les contrats de travail précaires et des disparités régionales grandes. A la différence de la Hongrie, la politique de PiS vise un changement de la position polonaise dans la division internationale du travail^[52].

En conformité avec les dynamiques de crise différentes, la mobilisation en Europe du sud a eu lieu plus tard. Comme en Europe de l'est, les mobilisations se distinguaient par un caractère national. Dans tous les pays des mouvements de grève ont eu lieu, notamment dans la fonction publique. En Grèce, les grèves ont été particulièrement fortes. En Espagne comme en Grèce, des jeunes bien formés ont joué un rôle important compte tenu du niveau astronomique du chômage des jeunes et le manque de perspectives pour le futur. Déjà au cours des années précédentes, en particulier en décembre 2008, les jeunes précaires et chômeurs ont été porteurs de protestations sociales fortes^[53]. Avec une proportion particulièrement importante de petits commerces en Grèce, les indépendants ont également participé à ces mobilisations, à cause des mesures de déréglementation de leurs activités promues par l'UE.

C'est encore en Grèce qu'en 2015 les protestations ont porté au pouvoir le parti de gauche Syriza, qui défendait une programme anti-austérité. Toutefois, la Troïka a imposé au gouvernement de

Syriza des politiques d'austérité, ce qui démontre les limites de la marge de manœuvre d'un parti de gauche au sein de la zone Euro. En Espagne, un nouveau parti politique, Podemos, issu du mouvement de protestation, a réussi à atteindre des scores électoraux similaires à ceux du PSOE. Toutefois, les limites du projet de plus en plus électoral de Podemos se sont de plus en plus nettement affichées d'une part[54], et l'expérience de Syriza a mis en cause la stratégie de la transformation à l'intérieur de la zone euro d'autre part. Dans un contexte plus favorable que celui de Syriza en Grèce, le gouvernement du Parti socialiste au Portugal, qui est soutenu par le Bloco de Esquerda et le Parti communiste, s'est pour l'instant contenté d'un abandon progressif de l'austérité dans le cadre de la zone Euro. Or, pour une politique alternative de gauche, la zone euro représente une restriction massive.

Elle représente aussi une restriction potentielle pour des politiques économiques étatistes de droite qui voudraient activement façonner le développement et donc au moins partiellement s'écarter des schémas néolibéraux. Suite à la crise la droite nationaliste a pu prospérer. Mais des éléments économiquement nationalistes ou protectionnistes importants ne figurent que dans peu de programmes de ces partis. Cela vaut d'un côté pour certains partis comme Fidesz et PiS qui se trouvent dans la périphérie de l'Europe du centre-est qui est intégrée à l'industrie d'exportation allemande. Les deux partis misent notamment sur le maintien de la monnaie nationale dans le cadre de leur « nationalisme économique sélectif »[55]. De l'autre côté cela vaut aussi pour la Lega en Italie et le Front national (désormais Rassemblement national) en France : dans ces deux économies du centre des tendances nettes à la périphérisation et à la désindustrialisation s'affichent. En terme de programme la Lega défend une position critique de l'euro plus conséquente que le FN puisque l'existence en Italie d'un petit et moyen capital orienté vers l'exportation fournit une base sociale plus forte pour la sortie de l'euro [56].

La zone euro comme obstacle au développement

En réaction à la « restriction monétaire » par la zone euro, des options de sortie différentes existent à droite et à gauche[57]. Les tenants de droite de la sortie de l'euro misent avant tout sur une augmentation quasi automatique de la compétitivité par une dévaluation. Ils attendent également de cette mesure une pression sur les salaires, par exemple dans la mesure où les hausses des salaires resteraient inférieures à l'inflation déclenchée par la dévaluation. Une stratégie de gauche conçoit la sortie de l'euro comme élément d'une stratégie de transformation socio-économique plus large, qui a pour but à la fois une transformation des structures productives et un modèle sociale plus égalitaire.

Les partis de gauche sud-européens ont été les premiers à se retrouver pratiquement confrontés à la question de la sortie de l'Euro. En dehors des partis communistes considérés comme « orthodoxes » comme le KKE en Grèce et le Partido Comunista Portugês, qui ont été conséquents dans leur critique de l'euro et de l'UE, les autres partis de gauche ont pris des positions plus prudentes et ont plus suivi des opinions majoritaires en faveur d'une transformation fondamentale au sein de la zone Euro. Cela s'explique probablement par la structure productive ainsi que la structure de classe : à l'exception de l'Italie, l'industrie est faible dans les pays méditerranéens. Et ce fait se reflétait sur la manière d'interpréter la crise. Par exemple la faiblesse des structures productives de l'Espagne comme un des facteurs de crise structurels n'a pas joué de rôle dans l'analyse de la crise des Indignados[58]. De plus, la faible structure industrielle limitait économiquement les effets positifs d'une dévaluation. Car en cas de dévaluation ce serait précisément l'industrie manufacturière qui trouverait des conditions de vente plus favorables sur les marchés domestique et étrangers. De la même manière, la classe ouvrière industrielle est relativement petite. Dans le débat autour du régime monétaire la consommation joue donc un rôle plus important que la production. Cet angle d'attaque est étroitement lié à un imaginaire précis. Dans un entretien paru dans la *New Left*

Review Stathis Kouvelakis[59] constate que « le fait de disposer de la même monnaie que les pays les plus avancés a des effets énormes sur l'imagination des gens - la même monnaie que les allemands et les néerlandais, même si tu es un retraité ou travailleur grec bien moins payé ». C'est pour cette raison qu'il ne faut « pas sous-estimer la popularité de l'euro dans les pays de la périphérie du sud - la Grèce, l'Espagne et le Portugal - pour qui l'adhésion à l'UE signifiait une adhésion à la modernité économique et politique »[60]. Par ailleurs, une sortie de la zone euro est un pas politique hautement conflictuel et techniquement exigeant[61].

Après la victoire électorale de Syriza en 2015 et la formation d'un gouvernement de coalition avec le parti national-conservateur ANEL à partir d'un consensus anti-austérité, la majorité du parti mettait l'accent sur la négociation d'un affaiblissement des politiques d'austérité avec la Troïka. D'une part, Syriza espérait pouvoir trouver des alliés pour une inversion politique, d'autre part il espérait que la peur des conséquences de turbulences grecques sur la stabilité de la zone euro donnerait un avantage de négociation au gouvernement grec. La menace implicite d'une sortie de la zone euro devait donc être utilisée[62]. Toutefois, dans les pays du centre il existait une fraction qui considérait une sortie organisée de la Grèce comme une option réelle. Ainsi, Wolfgang Schäuble, ministre des finances allemand, proposait - mais sans soutien de la chancelière - à la Grèce une sortie temporaire et financièrement organisée de la zone euro[63]. L'espoir de Syriza de trouver des alliés dans la zone euro ne s'est pas réalisé[64]. La Grèce était plutôt exposée à une attaque frontale de la Troïka qui voulait établir un cas d'école. La position de négociation de la Troïka a été massivement renforcée par la décision de la Banque centrale européenne de limiter l'accès aux liquidités des banques grecques. Suite à l'aggravation du conflit le gouvernement de Syriza a réagi avec un référendum où 61,3 % ont voté « non » aux politiques d'austérité de la Troïka. Or, même si des voix ont plaidé dans ce sens, le gouvernement grec n'avait pas préparé un plan B - la création d'une monnaie parallèle ou la sortie directe de la zone Euro. Pour le Premier ministre grec Alexis Tsipras, qui représentait le courant majoritaire de Syriza, une monnaie parallèle comme mesure d'urgence n'était pas acceptable[65]. Par conséquent, en fin de compte le gouvernement de Syriza fut contraint à accepter le mémorandum de la Troïka. Par la suite, ses marges de manœuvre en termes de politiques sociales et économiques ont été réduites à un niveau minimal. L'exemple grec montre l'importance politique centrale du contrôle sur la banque centrale. En cas de conflit ouvert, la récupération du contrôle sur la banque centrale est nécessaire, notamment pour les pays de la périphérie, afin d'assurer de façon autonome l'accès aux liquidités des banques et donc de diminuer la pression potentielle des opposants politiques.

Le deuxième cas sud-européen concerne le Portugal. De manière inattendue, le Parti socialiste a formé un gouvernement minoritaire fin 2015, qui est soutenu par le Bloco de Esquerda et le Partido Comunista Portugais. Le consensus minimal de cet arrangement repose sur l'affaiblissement des politiques d'austérité et la hausse du salaire minimum, l'augmentation des salaires dans la fonction publique, la hausse des retraites et l'amélioration de certaines prestations sociales[66].

L'affaiblissement de l'austérité se réalise au sein de la zone euro puisque le Parti socialiste s'opposait à toute sortie. L'UE a accordé à cette politique des marges de manœuvre plus grandes qu'au gouvernement de Syriza en Grèce. D'après Catarina Principe[67], cette plus grande souplesse de l'UE vis-à-vis du Portugal s'explique par la volonté de donner une possibilité de regain de légitimité dans le cadre institutionnel existant aux forces social-libérales assiégées. A la différence de Syriza, le Partido socialista fait partie des partis dominants. De plus, les indicateurs économiques du Portugal étaient similaires à l'Espagne où gouverne le Partido Popular (PP) - un des piliers de la démocratie chrétienne en Europe. La Commission européenne n'avait aucun intérêt à déstabiliser le PP et un traitement différent entre le Portugal et l'Espagne n'aurait pas pu être justifié politiquement.

L'affaiblissement de l'austérité figure parmi les facteurs qui ont rendu possible une reprise

Pourquoi se mobilise-t-on inégalement en

<http://www.contretemps.eu>

Europe ?

redaction

économique au Portugal. Or, cette dernière ne s'accompagne pas d'une hausse des investissements et repose fondamentalement sur les capacités existantes[68]. Ainsi, les graves problèmes structurels de l'économie portugaise persistent, ce qui délimite les possibilités de la reprise économique. La discussion au sujet de l'euro n'est pas terminée au Portugal : « Même dans le PS certains économistes considèrent l'euro comme non-durable en l'absence de changement politique en Europe. Le PC et le Bloco défendent le même point de vue » déclarait Francisco Louçã dans un entretien récent[69].

La Lega en Italie a mis l'euro sur l'agenda politique de manière plus offensive que les partis de gauche de l'Europe du sud[70]. Dans ses documents la Lega souligne que l'euro agit comme un obstacle au développement[71]. Afin de renforcer la compétitivité de l'économie italienne et de regagner des marges de manœuvre de politique économique la Lega exige la sortie de l'euro[72]. Contrairement à la Grèce et au Portugal, l'Italie est un pays-clé de la zone euro. Potentiellement, cela donne un pouvoir de négociation plus important au gouvernement italien face aux institutions de l'UE.

A l'arrière-plan des négociations de coalition entre la Lega et le - politiquement hétérogène - Movimento Cinque Stelle au cours du début d'été 2018, la sortie de l'euro a été envisagée. Or, cette dernière ne fait pas partie du programme de coalition[73], dont les priorités en matière de politique sociale et économique reflètent plutôt explicitement les positions favorables au capital de la Lega[74]. La proposition de nommer au poste de ministre des finances et de l'économie Paolo Savona, un critique connu de l'Euro, a rencontré une résistance forte de la part du président Sergio Mattarella. Il a menacé de mettre en place un gouvernement de technocrates. Finalement, la Lega et le Movimento Cinque Stelle ont nommé un ministre moins critique de l'euro et Savona occupe un ministère moins central, qui est en charge des affaires européennes. Mais au sein du gouvernement le débat sur la zone euro continue[75]. Toutefois, les questions économiques sont actuellement marginalisées par l'agressive campagne anti-réfugiés du ministre de l'intérieur Matteo Salvini.

Ces trois exemples montrent d'un côté les effets importants de la restriction monétaire et de l'autre côté la pertinence continue de la question de la sortie de l'euro. La gauche peut tirer deux leçons de la Grèce et du Portugal. L'exemple grec montre l'importance centrale du contrôle sur la banque centrale et de l'accès aux liquidités pour les banques dans la lutte pour une alternative. L'exemple portugais montre que, sous des conditions politiques déterminées, une nouvelle accentuation limitée de la politique macroéconomique est possible, mais elle ne permet pas une réorientation de l'appareil productif. Afin de gagner une autonomie politique durable pour une politique de gauche alternative la restructuration de la production est cependant indispensable.

Conclusions

Après la crise les conditions pour une transformation de gauche de l'UE - même dans le cadre d'une politique euro-keynésienne - sont encore moins remplies qu'avant. Suite à la crise, des schémas et règles de la politique économique néolibérale ainsi que des institutions sans légitimité ni contrôle démocratique ont été renforcés. La crise a également renforcé des tendances à la désintégration de l'EU, dont l'issue du référendum sur le Brexit n'est que la plus explicite. A travers la crise les schémas du développement inégal ont été modifiés dans une certaine mesure, mais les asymétries fondamentales entre le centre et les périphéries persistent. Le développement inégal a aussi fait naître des décalages dans les mobilisations sociales et des dynamiques politiques différentes. Pour les forces de gauche, des chances politiques n'existent actuellement que dans quelques Etats de l'UE. Autrement dit, pour réaliser des politiques alternatives, elles doivent élargir les marges de manœuvre nationales. Parmi les restrictions les plus fortes auxquelles elles sont confrontées figure l'ordre monétaire et cela vaut d'autant plus pour le corset néolibéral de la zone euro. Face à la

« sélectivité stratégique » de l'UE et aux rapports de forces particulièrement défavorables au niveau de l'UE pour les forces progressistes de la classe ouvrière et des couches moyennes, il est douteux qu'une « autre Union européenne » soit vraiment possible.

Notes

- [1] Alex Demirović et Thomas Sablowski, « Finanzgetriebene Akkumulation und die Krise in Europa », *Prokla*, vol. 42, n° 1, 2012, p. 103.
- [2] Joachim Becker et Johannes Jäger, « Die EU und die große Krise », *Prokla*, vol. 39, n° 4, 2009.
- [3] Voir Ignacio Álvarez Peralta, Fernando Luengo Escalonilla, et Jorge Uxó González, *Fracturas y crisis en Europa*, Buenos Aires/Madrid, Clave Intelectual, 2013, p. 93
- [4] Voir Isidro López et Emmanuel Rodríguez, *Fin de ciclo. Financiarización, territorio y sociedad de propietarios en la onda larga del capitalismo hispano (1959-2010)*, Madrid, Traficantes de Sueños, 2010, p. 161. Vitor Santos et Ana Jacinto, « A industria portuguesa: Desindustrialização - progresso ou declínio? » in António Romão, *A economia portuguesa 20 anos após a adesão*. Coimbra, Almedina, 2006. George Stathakis, « The fiscal crisis of the Greek economy », *Kurswechsel*, n° 3, 2010, p. 110.
- [5] Isidro López et Emmanuel Rodríguez, *op. cit.*, p. 161-2.
- [6] Voir Vassilis K. Fouskas, « Insight Greece: The Origins of the Present Crisis », *Insight Turkey*, vol. 14, n° 2, 2012 p. 34.
- [7] Voir Riccardo Bellofiore, Francesco Garibaldo et Joseph Halevi, « The global crisis and the crisis of European neo-mercantilism », *Socialist Register*, vol. 47, 2010.
- [8] Joachim Becker et Johannes Jäger, « Development Trajectories and the Crisis in Europe », *Journal of Contemporary Central and Eastern Europe*, vol. 18, n° 1, 2010, p. 27.
- [9] Isidro López et Emmanuel Rodríguez, *op. cit.* Juan Pablo Mateo et Miguel Montayà Revuelto, « The accumulation model of the Spanish economy. Profitability, the real estate bubble, and sectoral imbalances », in Luis Buendía et Ricardo Molero-Simarro (sous la direction de), *The Political Economy of Contemporary Spain. From Miracle to Mirage*, Londres et New York, Routledge, 2018.
- [10] Voir João Rodrigues, Ana Cordeiro Santos et Nuno Teles, Nuno, *A financeirização do capitalismo em Portugal*, Lisboa, Actual, 2016.
- [11] Voir George Stathakis, *op. cit.*
- [12] Annina Kaltenbrunner, Annina, « Strukturelle Ungleichgewichte und Austerität. Gibt es eine Zukunft für periphere Länder in der Eurozone? », *Kurswechsel*, n° 2, , 2012, p. 116
- [13] Vassilis K. Fouskas, *op. cit.*, p. 33.
- [14] Les données pour 2010 : Hrvatska narodna banka, *Financijska stabilnost*. N°. 7, 2011, p. 13.
- [15] Ignacio Álvarez Peralta, Fernando Luengo Escalonilla, et Jorge Uxó González, *op. cit.*, p. 120.

[16] SVIMEZ, *Rapporto SVIMEZ 2015 sull'economia del Mezzogiorno*, Bologna, 2015, p. 38.

[17] Voir Alberto Bagnai, *Il tramonto dell'Euro. Como e perché la fine della moneta unica salverebbe democrazia e benessere in Europa*. Reggio Emilia, Imprimatur, 2012, p. 194.

[18] SVIMEZ, *op. cit.*, p. 5.

[19] Joachim, Becker, « Dollarisation in Latin America an Euroisation in Eastern Europe: Parallels and Differences », in Joachim Becker et Rudy Weissenbacher, Rudy (sous la direction de), *Dollarization, Euroization and Financial Instability. Central and Eastern Europe between Stagnation and Financial Crisis?*, Marburg, Metropolis, 2007, p. 263.

[20] Marica Frangakis, « Europe's financial system under pressure », in John Grahl (sous la direction de), *Global Finance and Social Europe*. Cheltenham, Edward Elgar, 2009, p. 64.

[21] Joachim Becker, « Krisenmuster und Anti-Krisen-Politiken in Osteuropa », *Wirtschaft und Gesellschaft*, vol. 36, n°4, 2010.

[22] Joachim Becker, « Krisenmuster und Anti-Krisen-Politiken in Osteuropa », *op. cit.*, p. 524.

[23] Joachim Becker, « Krisenmuster und Anti-Krisen-Politiken in Osteuropa », *op. cit.*

[24] Voir Joachim Becker, « Krisenmuster und Anti-Krisen-Politiken in Osteuropa », *op. cit.*

[25] Béla Greskovits, « The years of enlargement and the forces of labour in Central and Eastern Europe », *Transfer*, vol. 21, n° 3, 2015, p. 275.

[26] Steffen Lehndorff, « Verschiedene Welten? Gewerkschaften in der europäischen Krise », *Das Argument*, vol. 55, n° 1-2, 2013, p. 186.

[27] Eurostat, 2018, <http://ec.europa.eu/eurostat/>

[28] Voir Steffen Lehndorff, « Der eingebilddete Gesunde. Die neue Karriere des „Modell Deutschland“ », in Steffen Lehndorff (sous la direction de), *Spaltende Integration. Der Triumph gescheiterter Ideen - revisited. Zehn Länderstudien*. Hamburg, VSA Verlag, 2014.

[29] Eurostat, 2018, <http://ec.europa.eu/eurostat/>

[30] Voir Felix Syrovatka, *Die Reformpolitik Frankreichs in der Krise. Arbeitsmarkt- und Rentenpolitik vor dem Hintergrund der europäischen Krisenbearbeitung*, Wiesbaden, Springer, 2016.

[31] Bruno Ducoudré, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane, et Raul Sampognaro Raul, « Bilan préliminaire du quinquennat de François Hollande » in OFCE, *L'économie française 2017*, 2016, p. 112.

[32] Bruno Ducoudré, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane, et Raul Sampognaro Raul, « Bilan préliminaire du quinquennat de François Hollande », *op. cit.*, p. 98.

[33] Bruno Ducoudré, Pierre Madec, Hervé Péléraux, Mathieu Plane, et Raul Sampognaro Raul, « Bilan préliminaire du quinquennat de François Hollande », *op. cit.*, p. 91.

[34] Béla Gálgóczy, « Why central and eastern Europe needs a pay rise », *Etui Working Paper 2017.01*, Bruxelles, 2017, p. 11.

[35] Joachim Becker et Predrag Četković, « Patterns of Financialisation in Southeast European and Visegrad Countries » in Dubravko Radošević et Vladimir Cvijanović (sous la direction de), *Financialisation and Financial Crisis in South-Eastern European Countries*. Frankfurt/M., Peter Lang, 2015, p. 83.

[36] Národná banka Slovenska, *Správa o finančnej stabilite k novembru 2017*, Bratislava, 2017, p. 20.

[37] Joachim Becker, « Europe's Other Periphery », *New Left Review*, n° 99, 2016, p. 51.

[38] Béla Gálgóczy, « Why central and eastern Europe needs a pay rise », *op. cit.*, p. 11.

[39] Thomas Sablowski, Etienne Schneider, et Felix Syrovatka, « Zehn Jahre Krise. Regulation des Lohnverhältnisses und ungleiche Entwicklung in der Europäischen Union », *Prokla*, vol. 48 n° 3, 2018.

[40] Ilona Švihlíková et Konstatinos Tsivos, *Řecká tragédie*. Prague, Novela, 2017, p. 210. Eurostat, 2018, <http://ec.europa.eu/eurostat/>.

[41] Eurostat, 2018, <http://ec.europa.eu/eurostat/>.

[42] Manuel Garcia et Maria José Paz, « Spain's external insertion. Peripheral or not? », in Luis Buendía et Ricardo Molero-Simarro (sous la direction de), *The Political Economy of Contemporary Spain. From Miracle to Mirage*, Londres et New York, Routledge, 2018, p. 69.

[43] Ilona Švihlíková et Konstatinos Tsivos, *Řecká tragédie*. Prague, Novela, 2017, p. 207. Eurostat, 2018, <http://ec.europa.eu/eurostat/>.

[44] Voir Agostino Megale et Nicola Cicala, *Una buona finanza e le banche al servizio del Paese*. Roma, Ediesse, 2013, p. 66.

[45] Hans-Jürgen Bieling, « EU-Verfassungspolitik und Wirtschaftsregierung. Konstitutionalismus gegen Volkssouveränität und Demokratie », *Widerspruch*, vol. 31, n° 2, 2011. Elisabeth Klatzer et Christa Schlager, « Europäische Wirtschaftsregierung - eine stille neoliberale Revolution », *Kurswechsel*, n° 1, 2011.

[46] Cédric Durand et Razmig Keucheyan, « Un césarisme bureaucratique », in Cédric Durand (sous la direction de.), *En finir avec l'Europe*, Paris, La Fabrique, 2013, p. 107.

[47] Bob Jessop, *The Future of the Capitalist State*. Cambridge, Polity, 2002, p. 40.

[48] Voir Joachim Becker, « Krisenmuster und Anti-Krisen-Politiken in Osteuropa », *op. cit.*, p. 535. Gareth Dale et Jane Hardy, « Conclusions: the "Crash" in Central and Eastern Europe », in Gareth Dale (sous la direction de), *First the Transition, then the Crash. Eastern Europe in the 2000s*. London, Pluto, 2011, p. 261

[49] Eva Várhegyi, « The Banks of the Mafia State », in Bálint Magyar et Júlia Vásárhelyi (sous la direction de), *Twenty-Five Sides of a Post-Communist Mafia State*. Budapest, CEU Press, 2017.

[50] Joachim Becker, « Die Visegrád-4 und die EU. Zwischen Abhängigkeit und partieller Dissidenz », *Prokla*, vol. 48, n° 3, 2018.

[51] Joachim Becker, « Neo-liberalism's new cloth: national conservatism in Hungary and Turkey »,

[52] Joachim Becker, « Die Visegrád-4 und die EU. Zwischen Abhängigkeit und partieller Dissidenz », *op. cit.*

[53] Voir Foti Benlisoy, *21. Yüzyılın İlk Devrimci Dalagası. Fransa ve Yunanistan'dan Arap Devrimi – “The Occupy” Hareketleri ve Kürt İsyanına*, Istanbul, Agora, 2012, p. 9, 58. Voir également Armando Fernandez Steinko, « Le mouvement 15-M en Espagne », *Savoir/agir*, n° 18, 2011.

[54] Raul Zelik, *Spanien. Eine politische Geschichte der Gegenwart*. Berlin, Bertz-Fischer, 2018, p. 86.

[55] András Tóth, « Das Ende der Leidensgeschichte? Der Aufstieg des selektiven Wirtschaftsnationalismus in Ungarn ». In: Lehndorff, Steffen (ed.): *Spaltende Integration. Der Triumph gescheiterter Ideen in Europa – revisited. Zehn Länderstudien*. n Steffen Lehndorff (sous la direction de), *Spaltende Integration. Der Triumph gescheiterter Ideen – revisited. Zehn Länderstudien*. Hamburg, VSA Verlag, 2014.

[56] Voir, Joachim Becker, « Neo-Nationalismus in der EU: sozio-ökonomische Programmatik und Praxis », *AK Wien Working Paper*, Vienna, 2018.

[57] Costas Lapavitsas, « L'euro en crise ou la logique perverse de la monnaie unique », in Cédric Durand (sous la direction de): *En finir avec l'Europe*, Paris, La Fabrique 2013, p. 84. Francisco Louçã et João Ferreira do Amaral, *A solução Novo Escudo. O que fazer no dia seguinte à saída de Portugal do euro*, Alfragide, Lua de Papel, 2014, p. 28.

[58] ¡Democracia Real YA!, « Propuestas », in Carlos Taibo, *La rebelión de los indignados. Movimiento 15 M: Democracia real, ¡ya!*, Madrid, Edición Popular, 2011.

[59] Stathis Kouvelakais, « Syriza's Rise and Fall », *New Left Review*, n° 97, 2016, p. 45.

[60] Stathis Kouvelakais, « Syriza's Rise and Fall », *op. cit.*

[61] Voir Francisco Louçã et João Ferreira do Amaral, *A solução Novo Escudo. O que fazer no dia seguinte à saída de Portugal do euro*, *op. cit.*

[62] Yanis Varoufakis, *Adults in the Room. My Battle with Europe's Deep Establishment*, London, Bodley Head, 2017, p. 79.

[63] Yanis Varoufakis, *op. cit.*, p. 407.

[64] Yanis Varoufakis, *Notre printemps d'Athènes*. Paris, Les liens qui libèrent, 2015, p. 10, 20, 55.

[65] Yanis Varoufakis, *op. cit.*, p. 486.

[66] Voir Luís Lopes et Margarida Antunes, « Die portugiesischen Eigenheiten. Vom Memorandum of (Mis-)Understanding zur Verständigung auf den Wandel », *Kurswechsel*, n° 2, 2016. Luís Lopes et Margarida Antunes, « The alternative nature of the Portuguese economic policy since 2016 », *EuroMemo Policy Paper*, 2018. Catarina Principe, *Anti-Austerity and the Politics of Toleration in Portugal. A way for the Radical Left to develop a transformative project*. Berlin, 2017, p. 10.

[67] Catarina Principe, *op. cit.*, p. 18

[68] Voir Luís Lopes et Margarida Antunes, « The alternative nature of the Portuguese economic

Pourquoi se mobilise-t-on inégalement en

<http://www.contretemps.eu> **Europe ?** **redaction**
policy since 2016 », *EuroMemo Policy Paper*, 2018. Catarina Principe, *Anti-Austerity and the Politics of Toleration in Portugal. A way for the Radical Left to develop a transformative project*. Berlin, 2017, p. 17.

[69] Francisco Louçã: « Der Euro dient der Unterwerfung der Schuldner », *Junge Welt*, 23 juillet 2018, p. 8.

[70] Voir Rudy Weissenbacher, « Keine andere Welt, nur ein anderes Europa. Die Lega Nord am rechten Weg », *Kurswechsel*, n° 3, 2015.

[71] Aquilini Borghi, *Basta Euro. Como uscire dall'incubo. 31 domande, 31 risposte. La verità que nessuno ti dice. Un' altra Europa è possibile*. <http://bastaeuro.org/libro>.

[72] Noi con Salvini, *10 punti del programma economico della Lega nero sull bianco* (<http://noiconsalvini/10-punti-programma-economico-della-lega-nero-su-bianco>, 2015.

[73] Movimento Cinque Stelle/Lega, *Contratto per il Governo del Cambiamento*. Bozza, 16/5/2018.

[74] Jakub Hornáček, « Nová vláda a stare pořádky », *A2*, n° 13, 2018, p. 24.

[75] Frankfurter Allgemeine, *Der Euro-Austritt spaltet Italiens Regierung*, 12 juillet 2018, p. 18.